



CIAN

Conseil français des investisseurs en Afrique

La Lettre du CIAN

Juillet / Août 2015

Conseil Français des Investisseurs en Afrique

Edito

Une semaine en Afrique !

Le Tchad vient d'être touché en son cœur par deux attentats suicides, payant le prix fort pour son engagement dans la lutte contre Boko Haram. Nous présentons nos condoléances au peuple tchadien et espérons que la nouvelle donne politique au Nigéria permette de mettre fin à ce conflit d'un autre âge.

Dans la même semaine, une grande note d'espoir naissait au Mali avec la signature des accords de paix, après trois ans de conflits dans l'Azawad, accompagnée des remerciements appuyés des autorités maliennes à la communauté internationale.

Juste avant, en Afrique du Sud, cette même communauté internationale était ridiculisée mais probablement que sa demande manquait de réalisme !

Au même moment, était signé un accord économique créant à l'est de l'Afrique, du Caire à Pretoria, une des plus vastes zones de libre-échange du monde, répondant ainsi à un désir maintes fois répété par les instances internationales de Washington.

La Chine annonçait parallèlement la signature par 57 Etats, dont la France, de la charte de la nouvelle banque mondiale pour le développement et les

infrastructures : l'AIIB (Asian Infrastructure investment bank) dotée d'un capital de 100 milliards \$.

En Algérie, la première enseigne Carrefour ouvrait sur le continent, qui devrait être suivie par bien d'autres. A Paris se tenait « Consumer Goods in Africa », conférence passionnante où l'on a appris que l'Afrique serait, selon la récente étude de Deloitte*, la première destination des sociétés européennes pour les biens de consommation d'ici 2017. Et toujours, à Lampedusa et à Kos, cette multitude d'Africains qui viennent chercher en Europe ce qu'ils devraient trouver chez eux dans quelques années.

La nomination de **Lionel Zinsou** à la Primature du Bénin est venue clôturer cette captivante semaine. Je n'ai

aucun doute quant à la réussite de notre ami, car comme le disait le Président américain **J.F. Kennedy**, « ce n'est pas parce que c'est facile, mais parce que c'est difficile » que vous allez réussir Monsieur le Premier Ministre !

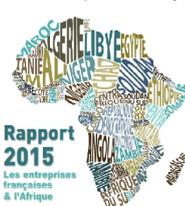
L'Afrique est en mouvement, avec ses difficultés et ses réussites, mais elle avance vite !

Alexandre Vilgrain, Président

A RETENIR

BAROMETRE CIAN

L'enquête permettant d'élaborer le Baromètre CIAN* sur l'environnement des affaires en Afrique, publié dans le Rapport annuel du CIAN, a été lancée. Toutes les entreprises européennes investies en Afrique sont invitées à y **participer en répondant au questionnaire** : <https://docs.google.com/forms/d/1LL1Fp1ZbMvj8gx0yZaMuBDTyMI584D6LKQTAi-lwDE/viewform>



* Les pays où le nombre de réponses est insuffisant ne pourront pas faire l'objet d'un baromètre.

Contact :

barometre@cian.asso.fr
Tél. +33 (0)1 45 62 55 76

* Etude disponible sur : <http://www2.deloitte.com/fr/fr/pages/deloitte-afrique-francophone/articles/la-consommation-en-afrique.html>

ACTIVITES DU CIAN

GIGN et terrorisme – CIAN

Paris, 24 juin

A l'issue de la réunion de son Conseil d'Administration, le CIAN a accueilli le Lieutenant-colonel **Forja** du GIGN au cours d'un déjeuner-débat sur « Menace terroriste : l'approche du GIGN ».

Recoupant les enseignements tirés suite aux différentes attaques terroristes (Paris, Nairobi, Tunis...), il a expliqué la stratégie et le mode opératoire du terrorisme. L'ensemble est extrêmement structuré avec plusieurs cellules légères cloisonnées les unes des autres, un séquençage des attaques bien défini et une vision long terme théorisée.

Des échanges avec l'auditoire, très attentif, on retiendra que la menace terroriste n'est pas forcément plus élevée, mais il est important de mieux l'analyser et d'en comprendre les fondements pour la prévenir et la gérer du mieux possible.

Coopération décentralisée – MAE

Paris, 1^{er} juin

La Commission nationale de la Coopération décentralisée (CNCD) a créé en son sein un Comité économique. La CNCD est l'instance où l'Etat et les collectivités locales se concertent sur les questions de coopération internationale.

La création du Comité économique vise à renforcer l'action des collectivités locales à l'extérieur et coordonner les actions en faveur des entreprises françaises à l'étranger. A côté de multiples actions, l'aide au développement des collectivités locales françaises s'élève annuellement à plus de 60 millions €.

La séance inaugurale du Comité économique s'est tenue au Quai d'Orsay, sous la présidence du Secrétaire d'Etat au commerce extérieur, **Matthias Fekl**, en présence de représentants des collectivités locales, des opérateurs de l'Etat (DGM, Business France, CDC, BPI) et des entreprises (Medef, CCI et CIAN). Tous ont marqué l'intention de réunir l'équipe de France de l'action territoriale externe en fédérant les expertises et soutenant les entreprises.

Emergents et géopolitique – IFRI/ OPC Policy Center

Paris, 22 mai

Dans le cadre du cycle Ifri-OCP Policy Center Roundtables, la deuxième session a eu pour thème « Des émergents au défi du retour de la géopolitique: regards croisés économiques et géopolitiques ». **Jacques Manlay**, expert Afrique anglophone du CIAN, est intervenu particulièrement sur le Nigeria. Avec ses 174 millions d'habitants et un PIB 2014 de 522 milliards \$, hors secteur informel, le Nigeria est la première puissance économique du continent. Les recettes en devises proviennent à 90% du pétrole sur la base d'exportation de 1,8 million baril/jour qui assure aussi 70 % des recettes fiscales.

Le défi principal reste la création de richesses pour l'emploi des jeunes arrivant sur le marché du travail. De la valeur ajoutée locale doit être créée, le pays ne pouvant rester un gigantesque supermarché de produits importés. Conséquence de l'urbanisation et de l'éducation, une classe moyenne supérieure de 20 millions de personnes, principalement à Lagos et Abuja, émerge avec des habitudes de consommation occidentale.

Le développement d'un secteur industriel, selon un modèle asiatique, ne pourrait se concevoir qu'après une mise à niveau des infrastructures, électricité en particulier, pour être compétitif. Le plan Power Africa

(USA) apporte une première réponse, mais le projet est complexe tant à l'amont (génération) qu'à l'aval (distribution) avec de nombreux intervenants privés, mais qui ont besoin de garantie de l'Etat pour sécuriser les paiements des acteurs de la filière.

En conclusion, le Nigeria, qui a connu un plan violent d'ajustement structurel imposé par le FMI en 1986, aborde le contexte pétrolier dans de bien meilleures conditions (peu d'endettement) ; la diversification de l'économie reste insuffisante, mais le pays, avec sa complexité, a montré dans le passé sa capacité à surmonter les épreuves et à progresser. Autant de qualités à attribuer à sa population et à ses dirigeants, qui avec l'anglais, ont su profiter de la mondialisation...

Bonnes nouvelles d'Afrique – FPI

Bordeaux, 12 juin

La Fondation Prospective et Innovation, présidée par **Jean-Pierre Raffarin**, favorise depuis plus de trente ans les échanges et la réflexion sur les mutations technologiques et la compétitivité des entreprises. Après s'être concentrée sur la Chine, elle a décidé de mettre l'accent sur l'Afrique.

C'est pourquoi la 3^{ème} rencontre « Bonnes nouvelles d'Afrique » s'est tenue à Bordeaux en présence de l'ancien Premier ministre. Le CIAN a participé aux débats aux côtés d'économistes, de chefs d'entreprises et d'universitaires. Dans le contexte actuel de croissance de l'Afrique, reconnu par tous, les questions de sécurité et de financement ont été particulièrement débattues.

Les débats ont également porté sur la révolution numérique africaine, qui conduit à un phénomène qualifié d'« uberisation » ou « disrupting » en Afrique : on passe d'une économie de l'accumulation du capital à une économie de l'usage et à des comportements de partage.

La multiplication des fonds environnementaux en Afrique a aussi été soulignée. Cette émergence conforte le soutien que le CIAN apporte à l'initiative MDP-Afrique sur les crédits carbone.

Investissements en Afrique – Dentons / Medef

Paris, 22 mai

Organisée par Dentons avec le Medef, la conférence sur les investissements en Afrique a rassemblé les représentants d'entreprises autour d'ateliers consacrés aux secteurs clés.

Lionel Zinsou a expliqué que si les 54 pays du continent partagent des éléments communs - vitalité démographique, croissance économique rapide, problématiques des politiques publiques -, ils sont néanmoins marqués par une grande diversité. Les entreprises doivent donc s'adapter au contexte local. En 2050, la population comptera environ 2 milliards de personnes, dont 10 % appartenant à la tranche socio-professionnelle la plus élevée, ce qui représentera alors un marché de consommateurs à haut pouvoir d'achat. Les entreprises françaises ont donc tout intérêt à y renforcer leur implantation pour se préparer à cette explosion de la demande. **Anne Lauvergeon**, Pdg d'ALP, a pour sa part fait valoir le rôle central de l'innovation dans le développement africain. De nombreux exemples, celui des services bancaires par téléphonie mobile étant le plus frappant, montrent à quel point les pays africains peuvent sauter les étapes en mettant en œuvre les dernières technologies. L'Afrique doit également devenir un acteur de l'innovation en créant les écosystèmes favorisant la créativité technologique et entrepreneuriale.

En savoir plus

CNCD MAE :

www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des-collectivites-territoriales/

Fondation Prospective et Innovation :

www.prospective-innovation.org

MDP-Afrique :

mdp-afrique.com

IFRI :

www.ifri.org

Afrique anglophone :

Jacques Manlay

Expert géographique CIAN

jacques.manlay@orange.fr

Medef International :

www.medefinternational.fr

MRV des émissions de GES – Caisse des dépôts Paris, 28 mai

La Caisse des Dépôts et CDC Climat Recherche ont organisé une conférence sur le MRV (Monitoring, Reporting, Verifying) des émissions de GES.

CDC a présenté son système « Accounting for Carbon » qui permet d'évaluer et contrôler les émissions de GES par les sites industriels, les projets, les entreprises au niveau national. Ce système est un guide qui permet de consolider les meilleures pratiques sur le marché du carbone et de proposer des solutions sur les politiques climatiques. Il est basé sur la comparaison d'une quinzaine de politiques climatiques mises en œuvre dans le monde.

Ce guide est une aide aux décideurs politiques, aux ONG et aux parties prenantes dans l'industrie pour créer de meilleurs systèmes afin de répondre au défi climatique. Ce guide « Accounting for Carbon » est une des participations de la CDC à la conférence des parties COP21.

Conservation de la biodiversité – AFD Paris, 19 mai

Comment attribuer une valeur à la nature ? Existe-t-il des instruments et mécanismes financiers à mettre en place pour préserver la nature et dans ce cas, qui doit payer? L'AFD s'est penchée sur ce sujet lors d'une conférence sur « Comment financer la conservation de la nature ? » autour d'experts de la FAO, de CDC Biodiversité, de l'AFD et du CIRAD et d'un représentant de L'Oréal.

Plusieurs pistes ont été évoquées : financements publics ou taxes, mécanismes du pollueur/payeur mais c'est basé sur un système répressif qui n'incite pas forcément à un changement de comportement alors que les mécanismes incitatifs demandent des besoins de financements croissants que les pouvoirs publics peinent à assumer.

Autre proposition: la réduction des investissements ou l'arrêt des subventions dans les activités impactant la biodiversité, mais on se heurte alors aux enjeux économiques d'emploi et de croissance.

Enfin, faire payer le consommateur en taxant le produit final. Or celui-ci est toujours d'accord pour préserver la nature mais rarement prêt à passer à l'acte pour le faire et donc à payer plus.

En conclusion, les pistes possibles sont étroites et

aucune n'est vraiment satisfaisante, la réponse des panélistes est donc que la préservation de la nature n'est pas un problème financier mais bien avant tout une question de choix de société.

Inauguration du BOI - Maurice Paris, 23 juin

Le Ministre mauricien des finances et du développement économique, **M. S. Lutchmeenaraidoo**, a inauguré le bureau parisien du Board of Investment (BOI), l'agence de promotion des investissements de l'île Maurice, au siège de l'Ambassade de Maurice en France.

Rappelant la densité remarquable de la relation économique franco-mauricienne, le Ministre a indiqué qu'il s'agissait du premier bureau du BOI ouvert à l'étranger, exprimant ainsi son engagement prioritaire à renforcer la proximité avec les investisseurs français. Il a souligné à cette occasion la volonté de l'île Maurice de renforcer ses liens avec l'Afrique, afin de devenir une véritable plateforme de services et de logistique à l'échelle du continent, à l'image de Singapour en Asie et de Dubaï au Moyen Orient.

Commission sociale – CIAN

A la suite des dernières réunions de la Commission Sociale, un groupe de travail finalise actuellement un nouveau guide CIAN « Recruter pour l'Afrique : jongler avec les paradoxes » Ce document sera disponible en septembre prochain et rentrera dans la collection des Guides pratiques CIAN (deux titres disponibles actuellement : « La responsabilité sociale et environnementale des entreprises françaises en Afrique » et « Résister aux sollicitations indues dans le domaine fiscal et douanier »).

Ce projet étant achevé, la Commission Sociale propose de traiter un nouveau sujet, celui des risques sociaux liés à l'expatriation d'autant plus que les cas de jurisprudence négatifs pour les entreprises se font jour.

Les risques sociaux, voire juridiques, devront être très probablement appréhendés sous trois aspects : les missions de courte durée, le détachement et l'expatriation, ceci dans un environnement d'accords bilatéraux ou non. Une réunion se tiendra courant octobre pour lancer à réflexion.

En savoir plus

**CDC Climat
Recherche :**
www.cdclimat.com

AFD :
www.afd.fr

BOI Maurice :
www.investmauriti.us.com/fr

Afrique australe :
Laurent Padoux
Expert géographique CIAN
lpadoux@gmail.com

Commission Sociale :
Marc Vezzano
Président
mvezzano@trace.ch

VIE DES SOCIETES



Gestion documentaire en Afrique

Spécialiste de services de mobilité à l'international, AGS a intégré la gestion

documentaire à son éventail, déployée dès 2008 sur le continent africain sous la marque Archiv System, société spécialisée dans la gestion physique et numérique de documents.

Depuis la fusion en janvier 2015 d'Archiv System, AGO et MVA, donnant naissance à Pro Archives Systemes, le groupe a poursuivi son implantation à l'international, notamment en Zambie, au Kenya, au Nigéria, au Ghana, au Congo et au Soudan.

En effet, le groupe entend devenir la première société experte dans l'industrie de l'archivage physique et numérique en Afrique. « Notre objectif est d'accompagner nos clients panafricains sur l'ensemble du territoire afin de leur proposer une solution unique et globale » a expliqué **Samuel Mergui**, Directeur international de Pro Archives Systemes.

AIRFRANCE / KLM à Freetown

Depuis le 30 juin 2015, Air France a repris la desserte de Freetown à raison de trois fréquences hebdomadaires au départ de Paris-Charles de Gaulle (les mardis, jeudis et samedis) en Airbus A330-200. Air France confirme ainsi son positionnement en tant que compagnie aérienne partenaire du continent africain et accompagne la Sierra Leone dans son développement économique.

Nomination

Un nouveau Délégué Régional Afrique de l'Ouest arrive cet été à Dakar : **Michel Colleau** remplace **André Cini** depuis le 1er juillet 2015.

Le groupe Air France-KLM propose 52 destinations vers le continent africain. Le groupe développe également des accords avec de nombreux acteurs du transport aérien africain (Kenya Airways, TAAG Angola Airlines, Air Côte d'Ivoire, Kulula.com, Comair), offrant ainsi jusqu'à 20 destinations supplémentaires à ses clients sur le continent.

En savoir plus

AGS :
Samuel Mergui
samuel.mergui@proarchives-systemes.com

AIR FRANCE KLM :
www.airfranceklm.com

bpifrance **Averroès Finance III**
Bpifrance et Proparco, la filiale de l'AFD dédiée au secteur privé, annoncent la constitution du fonds de fonds Averroès Finance III. Dédié à la zone Afrique et Est de la Méditerranée, il recherchera un rendement attractif comme un impact local fort (i) en sélectionnant les fonds les plus performants de sa zone cible, (ii) en s'appuyant sur l'expertise de Bpifrance et de Proparco et (iii) en bénéficiant du réseau local de Proparco. Averroès Finance III permettra de développer une communauté d'entreprises performantes sur le continent africain et à l'Est de la Méditerranée, qui pourront être mises en réseau avec des entreprises françaises soucieuses de se porter sur ces marchés. Averroès Finance III entame sa période de levée de fonds : Bpifrance et Proparco l'ont doté de 60 millions €, pour une taille cible de 200 millions €.

coûteuses, tout en apportant aux chantiers, aux projets et aux sites les plus vulnérables, une plus grande capacité de surveillance et d'anticipation.



Ecole des Mines et de la Métallurgie au Gabon

Comilog et l'Etat gabonais ouvrent une Ecole des Mines et de la Métallurgie. Ouverte sur l'Afrique, cette Ecole d'application permettra aux entreprises et aux administrations de recruter des ingénieurs et des techniciens immédiatement opérationnels à la sortie de leur formation.

Le campus de 40 ha est situé à Moanda, cœur d'un bassin minier et métallurgique où sont implantés Comilog et Nouvelle Gabon Mining et où d'autres implantations sont attendues. Soixante places seront ouvertes aux étudiants en septembre 2016.

Le cursus pédagogique a été élaboré avec le concours de l'ENS de Géologie et l'ENS des Industries Chimiques de Nancy dont certains professeurs interviendront au Gabon.

Des formations continues sur catalogue et sur mesure seront également proposées aux entreprises et organisations qui pourront bénéficier des enseignants et des équipements de l'Ecole.

L'Ecole devrait permettre de répondre à la volonté du Gabon et des autres pays africains de former la jeunesse à des métiers d'avenir dans les secteurs minier et industriel où les formations sont encore lacunaires en Afrique.

Africa 2015 Attractiveness Survey : Making Choices

Sur la base d'une analyse des IDE en 2014, complétée d'une enquête de perception auprès de 500 dirigeants dans le monde, cette nouvelle édition du baromètre met en évidence des enseignements sur l'attractivité du continent. La valeur des IDE enregistre un niveau record depuis 5 ans, 128 milliards \$ (+136%). Le nombre d'emplois créés a augmenté de 68% par rapport à 2013.

L'Afrique du Nord se taille la part du lion, avec une hausse de 22% du nombre de projets et 51% des montants investis. L'Afrique subsaharienne enregistre une baisse de 15% du nombre de projets et ne reçoit que 49% des montants investis, contre 81% en 2013. En valeur, la France est le 2^e investisseur en Afrique, derrière les EAU, avec 14,8% des capitaux investis. Les Etats-Unis se placent au premier rang pour le nombre de projets. En termes de perception l'Afrique a régressé passant du 2^e au 4^e rang des régions attractives pour de futurs investissements. Les principaux freins cités par les dirigeants sont l'instabilité politique (55%), la corruption (26%) et l'insécurité (22%).



Offre d'emploi

Fed Africa, cabinet de recrutement middle et top management dédié au continent africain, se développe et recherche un(e) Consultant(e) Senior en recrutement.

Rattaché(e) à un Manager, il/elle intervient sur le développement commercial du cabinet : prospection, négociations contractuelles, conseil clients sur le recrutement et développement en Afrique, fidélisation, veille de marché et participation aux événements du marché. Il/elle intervient également sur les problématiques de recrutement : recherche des candidats, évaluation lors d'entretiens individuels, suivi tout au long de leur processus de recrutement et de leur intégration.

Profil : Bac +4/5, formation type école de commerce/universitaire, 4 ans d'expérience minimum, état d'esprit commercial, sens de l'organisation, anglais impératif.

Aluminium du Cameroun (ALUCAM)

Après le départ de Rio Tinto, le gouvernement camerounais a nommé **Anthony Bouthelier** Administrateur pour l'accompagner dans le processus de sélection d'un nouvel investisseur pour ALUCAM, SOCATRAL, et ALUBASSA.



Nouvelles concessions à Abidjan et Kinshasa

Le groupe CFAO a ouvert début juin deux nouvelles concessions automobiles à Abidjan, capitale commerciale de la Côte d'Ivoire, et à Kinshasa, capitale de la RDC. L'inauguration du showroom d'Abidjan intervient dans le contexte des fortes ambitions du groupe en Côte d'Ivoire (partenariat avec L'Oréal et ouverture d'un centre commercial avec Carrefour). En RDC, CFAO connaît des progrès constants sur l'un des marchés les plus dynamiques de la région.

Construite aux normes les plus exigeantes, la concession d'Abidjan abrite un showroom qui distribue exclusivement la marque Toyota. À Kinshasa, les clients ont le choix entre deux espaces de vente proposant les marques Toyota ainsi que Peugeot et Suzuki. Chacun des sites offre un accueil après-vente, un atelier mécanique et carrosserie ainsi qu'un magasin de pièces détachées en plus des bâtiments administratifs.



KAPA pour la sécurisation des sites

THALES et DI2S ont uni leurs expertises

respectives pour développer l'offre KAPA destinée aux entreprises implantées dans des milieux hostiles, exigeant un contrôle permanent et une maîtrise de leur environnement géographique.

Exploitant des technologies militaires adaptées aux besoins des opérateurs économiques, la solution KAPA offre une capacité de détection et d'alerte au plus loin, associant l'acquisition radar et l'optronique de dernière génération, permettant aux responsables de sûreté d'avoir le temps de mettre en œuvre les actions de sécurisation de site ou de mise en sûreté du personnel.

KAPA a été mis au point à partir d'un concept dont l'originalité repose sur les caractéristiques suivantes : c'est une technologie à haute valeur ajoutée, mais éprouvée, compatible avec les législations locales; le système est aisément et rapidement déployable, n'importe où, quelles que soient les contraintes climatiques; les équipements techniques sont autonomes notamment en énergie et bénéficient d'une télémaintenance; il s'agit d'une offre de services intégrés, incluant le personnel opérateur et le matériel, sur une base de facturation mensuelle et d'un engagement de performance à partir de critères clés prédéfinis avec le client (SLA/KPI).

Il s'agit d'une innovation majeure dans le domaine de la sûreté, qui ne pèse pas lourdement sur les charges du client, grâce une logique de prestation de services qui évite l'achat d'équipements de hautes technologies

En savoir plus

BPIFrance :
www.bpifrance.fr

CFAO :
www.cfaogroup.com

DI2S :
André Salmon
Tél. +33 6 46 62 22 57
a.salmon@di2s.fr
www.di2s.org

THALES :
Henri Chambaud
Tél. +33 6 75 65 41 34
henri.chambaud@thalesgroup.com
www.thalesgroup.com

EY :
Etude Africa Attractiveness 2015 disponible sur : [http://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/EY-africa-attractiveness-survey-june-2015-final/\\$FILE/EY-africa-attractiveness-survey-june-2015-final.pdf](http://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/EY-africa-attractiveness-survey-june-2015-final/$FILE/EY-africa-attractiveness-survey-june-2015-final.pdf)
www.ey.com

FedAfrica :
www.fedafrica.com



e-Learning de sensibilisation au paludisme

Depuis 30 ans, International SOS accompagne les entreprises présentes dans les régions impaludées et émet des recommandations pour les voyageurs d'affaires et les expatriés. Les chiffres sont éloquentes 200 millions de personnes concernées, 500 000 décès par an dans le monde, 10 000 voyageurs sont touchés chaque année. International SOS propose des programmes de sensibilisation et de prévention du paludisme. C'est le cas du nouvel e-Learning de sensibilisation au paludisme, une formation en ligne qui explique les spécificités de la maladie, comment la prévenir et quels comportements adopter en cas de diagnostic positif. Ce module, d'une durée de 30 min et accessible sur tout support informatique, est une solution multilingue, évolutive et efficace pour former et protéger vos employés avant leur départ à l'étranger.

LAZAREFF LE BARS Cauris d'or de l'intégration

À l'occasion de la 11^e édition des Cauris d'Or qui s'est tenue le 6 juin à Dakar, **Benoit Le Bars**, associé fondateur du cabinet Lazareff Le Bars, s'est vu décerner le Cauris d'Or de l'intégration.

Benoit Le Bars l'a reçu de **Sidiki Kaba**, Ministre de la justice du Sénégal et actuel Président de l'assemblée des Etats parties de la CPI, au titre de son engagement sur le continent africain ainsi que son implication sur les questions d'arbitrage et de règlement des contentieux en Afrique. Il succède ainsi à **Habjibou Soumare**, président de l'UEMOA.

Chaque année, les Cauris d'Or célèbrent les talents les plus prestigieux de la vie économique africaine. La cérémonie, organisée par le MEDS (Mouvement des Entreprises du Sénégal), s'est déroulée sous la Présidence effective de **Macky Sall**, Président du Sénégal. Le jury de cette prestigieuse cérémonie était présidé cette année par **Malik Gakou**, Fondateur du nouveau parti politique sénégalais, le Grand Parti.



3M€ d'investissement pour assurer son leadership

Avec une croissance de 10% sur le dernier exercice, Legras Industries a enregistré un CA de 59 M€ en 2014, dont 40% est réalisé à l'export, un record dans l'histoire de l'entreprise.

Jean-Rémy Legras, son Pdg, base sa réussite sur trois piliers : innovation, qualité et exportation. En position de leader en France et en Europe sur le marché des remorques à fond mouvant et de solutions logistiques, l'entreprise est aussi très active sur le continent africain où elle est présente depuis 50 ans. « Nous sommes la seule société européenne à avoir un service export dédié à l'Afrique où nous sommes historiquement engagés dans le secteur de la logistique du coton, de la canne à sucre et maintenant du transport du pétrole », rappelle le dirigeant.

Afin de conforter son leadership en Europe, Legras Industries investit 3 millions € dans son outil de production d'Epernay. Dès 2016, cet investissement industriel permettra de porter la production annuelle à plus de 1000 matériels. Ainsi, l'entreprise se donne les moyens de poursuivre sa croissance sur chacun de ses marchés.



Partenaire de la tournée africaine de Stromae

Présent dans 31 pays africains, Necotrans s'est engagé aux côtés de **Stromae** pour assurer les aspects logistiques de sa tournée africaine. Fort de 30 années d'expérience, de la complémentarité de ses activités ainsi que de son maillage sur le

continent, Necotrans a géré, notamment, le transport aérien ainsi que le dédouanement et l'acheminement vers les lieux de concert du matériel nécessaire. Cette tournée a nécessité le transfert de deux kits de matériel, en alternance depuis Paris jusqu'à la livraison sur site.

Ce partenariat s'inscrit dans une année particulière pour Necotrans qui célèbre en 2015 ses 30 ans. « La gestion des aspects logistiques de la tournée de **Stromae** est une excellente occasion de réitérer notre solide engagement auprès du continent africain en cette année importante pour notre groupe », souligne **Grégory Quérel**, PDG de Necotrans.



5e Prix Orange de l'Entrepreneur Social en Afrique

Fort du succès des 4 années passées avec près de 2 000 candidatures recueillies depuis 2011, Orange a lancé l'édition 2015 du prix Orange de l'Entrepreneur Social en Afrique le 21 mai. Cette année encore, Orange récompense des entrepreneurs ou des nouvelles entreprises proposant des produits ou des services qui s'appuient de façon innovante sur les TIC pour répondre aux besoins des populations sur le continent africain. En plus d'une dotation allant de 10 000 à 25 000 €, les trois lauréats du prix bénéficieront d'un accompagnement de six mois par des professionnels de l'entrepreneuriat et des TIC. Le gagnant se verra aussi offrir par Orange le coût du dépôt de brevet dans son pays.

Les dossiers sont à déposer en ligne sur starafrika.com jusqu'au 18 septembre. La remise des prix aura lieu lors du congrès de référence des télécoms en Afrique, l'AfricaCom, le 18 novembre au Cap.

PATH Finance Ré inventer la relation banque-entreprise

A l'heure du numérique, peut-on encore imaginer une relation banque-entreprise dans laquelle il n'y a pas d'automatismes ? Les flux bancaires générés et services financiers consommés par les entreprises en Afrique ne le sont pourtant pas toujours ! PATH Finance -15 ans d'expérience et plus de 350 clients déployés- propose la solution qui permet aux directions financières d'anticiper et de gérer leurs activités. multiPATH permet, en amont de tout ERP, d'automatiser la collecte, de convertir en un format unique les relevés bancaires et d'en requalifier chaque écriture. Il décharge les trésoriers et se positionne en véritable tiers de confiance. 400 banques sont déjà connectées par cette solution.

Ce fut le thème du 1^{er} petit déjeuner métier, organisé par PATH Finance avec son nouveau partenaire sur le sol ivoirien, Sydeem Girafe, et auquel une vingtaine d'entreprises a participé.



Sage lance sa fondation

Opérationnelle dans le monde au 1^{er} octobre 2015, la « Sage Foundation » est un nouveau modèle de philanthropie d'entreprise, fruit de l'ambition de Sage d'associer ses clients, ses collaborateurs, et son écosystème à un projet caritatif.

La Sage Foundation a défini le modèle « 2+2+2 » : chaque année, faire don de 2 % du temps de chaque collaborateur (5 jours), de 2 % du flux de trésorerie disponible* et de 2 produits technologiques Sage à toute association caritative, entreprise sociale ou organisation à but non lucratif.

*La Sage Foundation bénéficiera des revenus de Sage générés par le secteur à but non lucratif ; une valeur de 2 % du flux de trésorerie disponible équivaut d'un point de vue théorique au CA pour ce secteur au cours de l'exercice 2014.

En savoir plus

ERAMET :

Pascale Minder

Tél. 01 45 38 42 23

pascale.minder@erametgroup.com

www.eramet-comilog.com

International SOS :

france@internationalsos.com

www.internationalsos.com

Lazareff Le Bars :

www.lazareff-lebars.com

Legras Industries :

www.legras.fr

Necotrans :

www.necotrans.com

Orange :

starafrika.com

www.orange.com

PATH Finance :

contact@pathfinance.org

www.pathfinance.org

SAGE :

carole.basson@sage.com

www.sage.com

Juillet / Août 2015



Acquisition au Mozambique

Suite à la signature le 18 mars avec Mauritius Commercial Bank d'un accord pour l'entrée au capital de Mauritius Commercial Bank Mozambique (MCBM), Société Générale en deviendra actionnaire majoritaire par le biais d'une augmentation de capital qui lui est réservée. Cette opération reste soumise à l'approbation de la Banque Centrale de Mozambique.

Avec une des plus fortes croissances mondiales, le Mozambique présente un potentiel élevé de développement, notamment en matière d'infrastructures résultant de la découverte récente de gisements de gaz. Société Générale pourra s'appuyer sur cette nouvelle filiale pour accompagner la croissance de ce pays en développant ses services de banque universelle, notamment en matière de financement à destination des entreprises locales et internationales, et en proposant une offre de services à destination de clients particuliers.



1ere promotion du Total Young Graduate Program

Créé en avril 2014 par Total, le Young Graduate Program est une initiative innovante destinée aux

jeunes diplômés de plus de quarante de pays d'Afrique et du Moyen-Orient où le groupe est présent. « Ce programme est l'un des signes forts et visibles de notre engagement et de notre volonté de répondre aux préoccupations de ces pays ainsi qu'aux attentes des jeunes. Pour eux, et contrairement à ce qui se passe en Europe, trouver un stage peut se révéler particulièrement compliqué, même lorsqu'ils ont accompli d'excellentes études universitaires. En leur offrant ainsi une première expérience et une exposition internationale, nous contribuons donc à leur mettre le pied à l'étrier et à les accompagner concrètement dans leur insertion professionnelle », explique **Momar Nguer**, Directeur Afrique/Moyen-Orient de Total Marketing & Services.

Le Total Young Graduate Program est un parcours piloté sur 18 mois et structuré en deux étapes clés. Les jeunes, recrutés en CDD sont d'abord formés aux métiers de la finance, du commerce ou des opérations pendant six mois au sein d'une filiale de Total en Afrique ou au Moyen-Orient. Une évaluation de leurs performances est ensuite effectuée et s'ils ont répondu aux attentes, ils s'envolent alors vers une autre filiale de Total dans la zone pour y poursuivre leur parcours pendant douze mois.

Aujourd'hui plus de 100 jeunes talents ont rejoint ce programme et d'ici à 2017, plus de 500 jeunes en auront bénéficié.

En savoir plus

Société Générale :

www.societegenerale.com

Total :

www.total.com

En savoir plus

Codeprim :

codeprim@codeprim.com

www.codeprim.com

Lincoln Associates :

www.lincoln-africa.fr

NOUVEAUX ADHERENTS



CODEPRIM

Créée en 1987, Codeprim International est une société de négoce spécialisée dans la fourniture de produits sidérurgiques et de matériaux de construction pour les pays d'Afrique subsaharienne et Madagascar. Codeprim International sert les sociétés de négoce et les entreprises des secteurs du bâtiment, gros œuvre et second œuvre, miniers, pétroliers et para-pétroliers.

Agent de fabricants français et européens et forte de sa longue expérience, Codeprim International maîtrise parfaitement les problématiques de logistique, documentation et financement. Elle propose ainsi des solutions logistiques sur mesure optimales pour chaque commande dans le souci constant de l'intérêt financier de ses clients et du respect de leurs contraintes de délais. Codeprim International met aussi sur pied des solutions de financement souples et personnalisées et travaille au sourcing de nouveaux produits pour le compte de ses clients sur demande.

La qualité du service délivré a conduit certains de ses clients à utiliser Codeprim International en véritable centrale d'achats externalisée les déchargeant ainsi de lourdes tâches et responsabilités et apportant des garanties quant à la qualité des produits livrés négociés au meilleur prix auprès de son vaste portefeuille de fournisseurs. Codeprim International agit pour certains de ses fournisseurs comme un véritable service Export externalisé.



Lincoln Associates Afrique

Lincoln Associates Africa est le partenaire des entreprises dans le déploiement de leur stratégie de Talent Management en Afrique. Par le conseil en recrutement, l'évaluation, la formation ou le coaching, Lincoln Associates Africa apporte son expertise et ses méthodes afin d'optimiser les ressources humaines.

Présent en Afrique depuis plus de dix ans auprès de groupes français et internationaux, Lincoln Associates accompagne ses clients historiques dans la constitution et la gestion de leurs équipes sur le continent africain.

Initialement implantées en Algérie, ses activités se sont peu à peu étendues au Maghreb, puis sur le continent africain dans sa globalité. Les consultants de Lincoln Associates animent des réseaux de leaders africains dans les métiers identifiés comme clés pour le développement du continent.

NOMINATIONS

PREMIER MINISTRE

Didier Le Bret : Coordonnateur national du renseignement.
Jean-Baptiste Carpentier : Délégué interministériel à l'IE.
Maud Bailly : Conseillère économie, finances et entreprises au cabinet de M. Valls.

MINEFI

Bertrand Pailhès : Directeur adjoint du cabinet d'E Macron.
Corso Bavagnoli : Chef du service du financement de l'économie à la DGTTrésor.
Guillaume Chabert : Chef du service des affaires multilatérales et du développement à la DGTTrésor.

MAE

Christophe Musitelli : Conseiller diplomatique, culturel et d'influence au cabinet de L. Fabius.
Denis Pietton : Président du CA de l'Institut français et Ambassadeur chargé de l'action culturelle extérieure de la France.
Christian Bader : Ambassadeur en Guinée équatoriale.
Jean-Yves Roux : Ambassadeur au Soudan du Sud
Jacqueline Lorelle : Consule générale à Libreville.
Laurent Polonceaux : Consul général à Lagos.
Olivier Serot Alméras Latour : Consul général à Dakar.
Arnaud Sury d'Aspremont : Consul général à Casablanca.

Juillet / Août 2015

PARTENARIAT / SPONSORING

LA MAISON DES MUSIQUES
D'AFRIQUE
& DU MONDE

Maison des Musiques d'Afrique et du Monde – Abidjan, Côte d'Ivoire

La maison des Musiques d'Afrique et du Monde (M.A.M) est un projet qui vise à créer, à Abidjan, une Cité de la Musique regroupant sur 10 hectares, l'ensemble des métiers de la musique : création, diffusion (salle de 3600 places), production, un musée et 2 restaurants. Parallèlement, l'activité est en direct et streaming sur une plateforme internet participative qui redirige l'économie musicale africaine (2,5Md \$/an) vers son continent d'origine. C'est une opportunité unique de créer un nouveau modèle de musique équitable, plus rémunérateur pour les artistes et au fort pouvoir d'attraction pour les internautes et le public local. Ce projet possède un fort impact social et poursuit un objectif : créer une économie culturelle en Afrique.

Structurée autour d'une équipe afro européenne de 24 experts, la M.A.M a fixé un objectif d'ouverture aux publics au printemps 2017, précédant notamment les Jeux de la Francophonie prévus à Abidjan en juillet.

Le CIAN soutient cette initiative et encourage les entreprises à prendre part à ce projet.

Infos : www.mam-africa.com, jpaudoli@gmail.com



UE – Journées Afrique de l'Expo universelle – 18 et 19 septembre à Milan, Italie

Dans le cadre de l'Exposition Universelle 2015, la Commission Européenne - DG GROW - organise une série d'événements où les entreprises de l'UE pourront rencontrer leurs homologues des pays tiers pour échanger sur des projets concrets de coopération commerciale ou technique. Des rencontres B2B gratuites entre entreprises, clusters et centres de recherche européens et africains seront organisées les 18 et 19 septembre.

Infos : www.euexpo2015-africa.talkb2b.net



VALORA SSE TOGO – Forum RSE 2015 – 17 et 18 septembre à Lomé, Togo

Sous le haut patronage du Ministère de l'environnement et du Ministère de l'industrie, le cabinet de Conseil Valora organise, en partenariat avec le CIAN et RSE-PED, le 1^{er} Forum RSE Togo sur le thème « Construire sa performance économique autour du bien-être social et de la protection l'environnement ».

Au programme : état des lieux en Afrique de l'Ouest, appropriation par les parties prenantes (entreprises, société civile et les pouvoirs publics), identification des opportunités de financements responsables et retours d'expériences concrètes d'entreprises dans les secteurs économiques clés du Togo.

Infos : www.forumrsetogo2015.com, info@valora-togo.com



LIBERATION – 1^{er} Forum citoyen en Afrique – 9 et 10 octobre à Libreville, Gabon

Libération organise son premier Forum citoyen en Afrique, à Libreville les 9 et 10 octobre. Deux journées de débats pluralistes et contradictoires pour découvrir le Gabon sous toutes ses facettes, gouvernance, économie, culture et saisir de nouvelles opportunités de business. Un dispositif de sponsoring est à disposition des entreprises partenaires qui participeront à des rencontres privées avec des acteurs locaux, politiques et économiques, et seront associées au dispositif éditorial et de communication mis en place par Libération et les médias partenaires.

Infos : t.kahn@liberation.fr



NOTRE AFRIK – Forum Rebranding Africa – 16 au 18 octobre à Bruxelles, Belgique

Cet événement unique à Bruxelles consacré à l'Afrique, permettra aux entreprises de rencontrer de nombreux décideurs politiques et économiques, patrons d'institutions d'Afrique et d'Europe au cours de temps forts : le Business Walking Dinner du 16 Octobre, le Forum et de la Soirée de Gala (Awards) du 17 octobre.

Infos : www.rebrandingafrica.com (10% de réduction pour les adhérents CIAN)

PUBLICATIONS

Rapport Stabilité et Développement de l'Afrique Francophone, Assemblée Nationale, mai 2015.

Ce Rapport, qui a fait débat au moment de sa publication, est percutant, rédigé dans une langue drue et claire.

La première partie dénonce le basculement excessif de l'afro-pessimisme à un afro-optimisme béat et dangereux car démobilisateur, et rappelle certains obstacles : féodalisation de la gouvernance, mauvais environnement des affaires, omniprésence de l'informel... Le Rapport déplore « l'ONGisation de l'Afrique » et dénonce des poncifs erronés tels que : « démocratie et développement sont indissociables ». Souvenons-nous de la Corée du Sud, Taiwan, Singapour ...

La seconde partie met l'accent sur une démographie non maîtrisée dont les effets ne peuvent être que catastrophiques et regrette le manque de visibilité d'une contribution française noyée dans le multilatéral. Le Rapport constate la priorité donnée à la sécurité pour regretter le rôle éminent joué par le Ministère de la défense. Il propose la création d'un « grand Ministère du développement » jetant l'anathème sur l'ancien Ministère de la coopération, suppôt abhorré d'une France-Afrique dont il démontre ainsi qu'il n'a pas bien saisi la nature actuelle.

La troisième partie sur la révision de la politique française est décevante. On ne peut qu'adhérer aux objectifs proposés : santé, éducation, Etat de droit, gouvernance démocratique...

Au niveau des moyens, les rapporteurs n'ont pas compris que le moteur du développement est l'osmose entre un Etat de droit et le secteur privé. Le secteur privé est présenté comme le supplétif de carences publiques. Or le développement se situe dans la capacité des Etats à coopérer très en amont avec le secteur privé autochtone et international (« l'ardente obligation du Plan » du Général de Gaulle en France ou encore la politique de Lee Kuan Yew à Singapour sont de bonnes illustrations). L'autre faiblesse du Rapport est l'oubli de la dimension régionale notamment dans le fléchage de l'aide publique au développement.

Le Rapport reprend l'antienne d'un MAE moins intéressé par l'Afrique de l'Ouest sous l'influence des « swahilistes » du Quai. En vérité, l'erreur d'avoir gardé que le seul swahili pour la section Afrique du concours d'Orient doit être corrigée, car elle contredit l'affichage d'une priorité africaine qui exige une plus grande ouverture aux diverses cultures du continent.

En conclusion, ce Rapport mérite le détour, il est riche, bien écrit et sa rigueur ne peut que stimuler la réflexion.



Le dictionnaire du développement durable, Pierre Jacquemot, Ed. Sciences Humaines, mai 2015.

Infos : editions.scienceshumaines.com





CIAN

Conseil français des investisseurs en Afrique

Juillet / Août 2015

AGENDA

GUIDE PRATIQUE CIAN

« La responsabilité sociale et environnementale des entreprises françaises en Afrique : enjeux, pratiques et recommandations »



(10,00 € + port)

GUIDE PRATIQUE CIAN

« Résister aux sollicitations indues dans le domaine fiscal et douanier »



(9,00 € + port) :

Commander les Guides Pratiques CIAN :

communication@cian.asso.fr

Tél. +33 (0)1 45 62 55 76

ADEPTA

KENYA – Salon African Dairy Expo : 23 au 25 septembre

Infos : florian.desaintvincent@adepta.com

MAROC – Salon Marocarne : 2 au 4 décembre

Infos : veronique.dupassage@adepta.com

CONVERGENCES

PARIS – 8^e Forum mondial « Zéro exclusion, zéro carbone, zéro pauvreté » : 7 au 9 septembre

Infos : www.convergences.org

CPU / CGE

PARIS – Eco Campus « S'engager et agir ensemble pour le climat » : 14 au 16 octobre

Infos : colloque-international-eco-campus3.org

ECOACT

PARIS – « Territoires et économie bas carbone : défi global, réponses locales » : 17 septembre

Infos : www.cap-cop21.com

EY / BPI France

PARIS – « Sécuriser son développement dans les émergents : pièges et solutions » : 23 septembre

Infos : anne.perie@fr.ey.com

IRIS

PARIS – « Dérèglement climatique et crises humanitaires : comprendre et agir » : 9 septembre

Infos : www.iris-france.org

ONU

PARIS – Caring for Climate Business Forum : 7 au 8 décembre

Infos : www.unglobalcompact.org

UNESCO

PARIS – « Eau, mégapoles et changements mondiaux » : 1^{er} au 4 décembre

Infos : eaumeга2015.sciencesconf.org

MEDEF INTERNATIONAL

PARIS – Réunion Mozambique avec le Président

Filipe Nyusi : 20 juillet

PARIS – Séminaire Finance islamique : 14 septembre

LONDRES – Délégation d'entreprises à la BERD : 17 au 18 septembre

Infos : www.medefinternational.fr

BUSINESSFRANCE

ALGERIE – Salon Alger Industrie : 16 et 17 septembre

TUNISIE – Rencontres acheteurs assainissement et eau : 8 au 7 octobre

ALGERIE – Colloque E-éducation : octobre

ALGERIE – Rencontres acteurs industrie alimentaire : 14 et 15 octobre

MOZAMBIQUE – Foire internationale : 31 août au 6 septembre

KENYA – Salon santé MEDIC East Africa : 1^{er} au 4 septembre

ETHIOPIE / KENYA – East African Power Industry Forum : 1^{er} au 5 septembre

AFRIQUE DU SUD – Salon BTP et exploitation minière : 14 au 18 septembre

PARIS – Programmes nationaux et régionaux du FED 2015-2020 : 22 septembre

COTE D'IVOIRE/CAMEROUN – Rencontres acheteurs solutions logicielles banques et assurance : 22 au 24 septembre

NIGERIA – Mission audiovisuel : 28 septembre au 2 octobre

AFRIQUE DU SUD/MOZAMBIQUE : Rencontres acteurs agro-alimentaires : 28 au 30 septembre

AFRIQUE DU SUD – Mission TIC et biens de consommation : octobre 2015

CONGO/RDC – Rencontres bailleurs de fonds, secteur public et partenaires privés : 6 au 8 octobre

SENEGAL – Rencontres Plan Sénégal émergent : 6 au 10 octobre

PARIS – Réunion Ghana : 16 novembre

Infos : export.businessfrance.fr

Retrouvez l'agenda et les informations de la France à l'international sur :

www.france-international.fr

La Lettre du CIAN

Président :

Alexandre Vilgrain

Directrice de la publication :

Alix Camus

Ont collaboré à ce numéro :

Anthony Bouthelie, Georges Debane, Stephen Decam, Etienne Giros, Jacques Manlay, Laurent Padoux.

Pour vous abonner :

communication@cian.asso.fr

Le CIAN, association loi 1901, est une organisation patronale privée française rassemblant les entreprises investies en Afrique. A travers leurs 10 000 établissements et 300 000 collaborateurs sur place, ses membres réalisent un chiffre d'affaires de 50 milliards €, soit 80% de l'activité française sur le continent.

Le CIAN est fondé à promouvoir et défendre leurs intérêts en Afrique en favorisant le partage d'expérience au sein de Commissions, en apportant conseil et appui via un réseau influent ainsi qu'en intervenant, pour eux, auprès des décideurs publics et privés, français et étrangers. Il propose ainsi des solutions pragmatiques aux difficultés liées à leurs activités.

Le CIAN les incite, dans le cadre de leurs responsabilités sociales, à œuvrer pour un développement durable de l'Afrique (adhésion à la Charte du CIAN sur le développement durable et à sa Déclaration sur la prévention de la corruption).

Conseil Français des Investisseurs en Afrique

45, Rue de la Chaussée d'Antin

75009 Paris

Tél. : +33 (0)1 45 62 55 76

Fax : +33 (0)1 42 56 79 33

Email : contact@cian.asso.fr

Site : www.cian-afrique.org



Retrouvez-nous sur le Web :

www.cian-afrique.org